



1er Forum des Régions sur les Processus Migratoires

RÉPONSES DES TERRITOIRES, OPPORTUNITÉS POUR LES PEUPLES

DAKAR, SÉNÉGAL - 1, 2 et 3 décembre 2025

CONTEXTE GÉOPOLITIQUE ET JUSTIFICATION

Les premières décennies du XXI^e siècle ont été marquées par une augmentation exponentielle de l'émigration du Sud vers le Nord, de l'Afrique vers l'Europe, de l'Amérique latine vers l'Amérique du Nord, souvent de manière irrégulière et presque toujours dans des conditions dramatiques.

Ce phénomène constitue un grand défi géopolitique qui affecte aussi bien l'Afrique que l'Europe, mais également les deux Amériques. Partout, on cherche des réponses urgentes pour y faire face. Il s'agit d'une problématique complexe qui se trouve au centre de l'attention médiatique ainsi que des préoccupations des associations et défenseurs des droits humains, qui tentent de trouver des solutions humaines et politiquement acceptables.

Malheureusement, il semble que tous les acteurs impliqués soient condamnés à proposer des solutions répétitives et souvent inadaptées, oubliant que ces flux migratoires trouvent leur origine dans des défaillances de gouvernance dans les pays africains ou latino-américains, ainsi que dans des politiques inadaptées imposées au Sud global. Pendant ce temps, les images insoutenables de foules embarquant sur des bateaux de fortune vers l'Europe par la Méditerranée ou l'Atlantique, de corps échoués sur les côtes ou dans le désert du Sahara, ou encore





de longues files de migrants à la frontière des États-Unis, se répètent année après année sans réponses adéquates.

Ces images reflètent les grands dilemmes posés par les flux migratoires contemporains à tant d'hommes et de femmes qui fuient la misère ou cherchent la sécurité face aux conflits qui ravagent leurs régions. Ils poursuivent un hypothétique "El Dorado". Cette situation est d'autant plus préoccupante que, depuis des décennies, les pays européens ou nord-américains ont proclamé la fin de l'immigration de masse, se concentrant plutôt sur le contrôle, voire la répression du phénomène, notamment lorsqu'il est considéré comme "illégal" ou clandestin.

Aujourd'hui, les pays européens, anciens empires coloniaux, semblent effacer leur histoire partagée avec les citoyens de leurs anciennes colonies, ne trouvant d'autre option que le repli sur soi par des mesures déjà bien établies. Certains déplorent que l'unique alternative laissée aux migrants soit d'emprunter les routes périlleuses des océans et déserts, au péril de leur vie pour rejoindre l'Europe, selon la tragique expression "Barça ou Barsakh" (Barcelone ou la mort).

L'accélération et la massification des migrations vers le Nord s'expliquent par une combinaison de facteurs : pauvreté persistante, fort chômage des jeunes, croissance démographique rapide et politiques sociales et éducatives inadéquates. Cette situation est donc le résultat de l'échec des modèles actuels de gouvernance et des politiques d'aide et de coopération, qui n'ont pas réussi à résoudre les problèmes structurels freinant la croissance du PIB et portant atteinte à la sécurité humaine ainsi qu'au développement économique et social du Sud.

Le chômage des jeunes, devenu endémique, est l'un des principaux moteurs des flux migratoires dans ce groupe démographique majoritaire en Afrique. Il existe un large consensus sur le fait que ce chômage est étroitement lié à la mauvaise gouvernance. En 2015, les pays se sont engagés à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), également connus sous le nom d'Agenda 2030. Cependant, la majorité des indicateurs restent au rouge dans de nombreux pays du Sud.





Identifiés comme la plus grande menace sociale du XXI^e siècle, le chômage et l'inactivité endémique des jeunes constituent aujourd'hui une bombe à retardement dont les effets pourraient être dévastateurs pour un continent comme l'Afrique.

Cette menace est également un défi majeur pour les dirigeants européens, qui doivent pleinement prendre conscience du sujet afin de collaborer avec les pays africains pour concevoir des réponses plus appropriées que celles mises en œuvre jusqu'à présent. Faute de quoi, la fermeture des frontières pourrait amener à accuser l'Europe - continent des droits de l'homme - de ne pas être à la hauteur de ses responsabilités humaines, historiques et universelles.

Le soutien au développement des pays du Nord ne devrait pas se limiter à l'Aide Publique au Développement (APD), mais s'inscrire dans le cadre des ODD, adoptés en 2015 par les États membres, dans un esprit de solidarité accrue et de partage des savoirs pour concevoir des politiques publiques ambitieuses et surtout efficaces, fondées sur une bonne gouvernance.

Cette prise de conscience, beaucoup plus efficace que toute mesure répressive ou fermeture unilatérale des frontières, constitue une condition préalable pour repenser les paradigmes européens en matière de politique migratoire et d'aide au développement. Depuis les indépendances, ces politiques n'ont pas réussi à protéger les populations africaines de la misère et de la pauvreté. La lutte contre la corruption reste insuffisante (selon des experts de la Banque mondiale, une partie de l'APD finit dans les paradis fiscaux). Il s'agit donc d'un cercle vicieux alimenté par des politiques nationales inadaptées, qui compromettent le développement économique africain tout en alimentant paradoxalement les routes migratoires.

LE RÔLE CLÉ DES RÉGIONS

Face à ce phénomène complexe et douloureux, les régions ne sont pas de simples spectatrices : elles sont des actrices fondamentales et stratégiques. Proches des





communautés, des territoires et des réalités locales, elles ont une compréhension fine des causes structurelles des migrations. À ce titre, elles sont particulièrement à même d'impulser des politiques publiques efficaces, adaptées et durables qui s'attaquent directement aux racines du problème.

Que ce soit en Afrique, en Amérique latine, en Asie ou en Europe de l'Est, les régions peuvent créer des alternatives viables à l'exode en favorisant le développement local, l'emploi des jeunes, l'inclusion sociale et la résilience des communautés.

Les régions africaines, tout d'abord, connaissent de première main le désespoir qui pousse des milliers de jeunes à prendre le chemin de l'exil. Elles sont témoins directs du chômage massif, de la désorganisation sociale et du manque d'opportunités. Mais elles sont aussi porteuses d'espoir : elles disposent de ressources, de capacités, de créativité et d'une jeunesse au potentiel immense. Elles peuvent et doivent devenir le moteur du changement, transformant les conditions socio-économiques pour que l'émigration ne soit plus la seule option.

En Amérique latine, des régions confrontées à d'importants flux migratoires - comme celles du Triangle Nord (Guatemala, Salvador, Honduras), ou les régions frontalières de Colombie, d'Équateur et du Pérou face à la migration vénézuélienne - ont dû se mobiliser pour répondre tant aux besoins des migrants qu'à ceux des populations locales. Ces expériences montrent que les régions ne gèrent pas seulement l'urgence, mais peuvent aussi devenir des actrices clés dans la construction de solutions durables.

Les régions des pays d'accueil - en Amérique du Nord comme en Europe - sont elles aussi appelées à jouer un rôle. Elles peuvent mettre en œuvre des politiques d'intégration, lutter contre la xénophobie et établir des liens de coopération avec les territoires d'origine. À travers la coopération décentralisée, elles peuvent partager des savoir-faire, transférer des technologies, soutenir l'entrepreneuriat et contribuer au développement économique des territoires du Sud. Cette coopération, plus agile et flexible que la coopération étatique classique, permet de tisser des alliances concrètes, efficaces et orientées vers des résultats tangibles.





Ainsi, la coopération décentralisée Nord-Sud est un outil puissant pour échanger des connaissances, promouvoir un développement inclusif et éviter que l'émigration ne soit perçue comme l'unique voie.

UN FORUM ET UN PROJET

Ce premier Forum est une initiative de l'Association des Départements du Sénégal (ADS), en collaboration avec ORU FOGAR. Il se veut un espace de réflexion et de débat sur un ensemble de thématiques orientées vers la promotion de l'emploi des jeunes, les opportunités des collectivités territoriales et la coopération décentralisée :

- ✓ **1. Migration, emploi des jeunes et développement territorial**
- ✓ Analyse des défis du chômage des jeunes et des liens avec la migration
- ✓ Stratégies territoriales pour favoriser l'emploi durable des jeunes migrants et non-migrants
- ✓ **2. Opportunités économiques des collectivités territoriales pour l'emploi des jeunes**
- ✓ Identification et promotion des secteurs porteurs d'emploi local (agriculture, artisanat, services, économie verte)
- ✓ Rôle des collectivités dans la création d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat des jeunes et de la diaspora.
- ✓ **3. Coopération décentralisée et gouvernance migratoire**
- ✓ Renforcement des capacités des collectivités territoriales pour intégrer la migration dans leurs politiques de développement local





- ✓ Partage d'expériences de coopération décentralisée entre collectivités sénégalaises et partenaires internationaux sur la gestion des migrations et l'emploi des jeunes
- ✓ Mise en place de mécanismes de coordination multi-acteurs (État, collectivités, diaspora, secteur privé)
- ✓ **4. Mobilisation de la diaspora pour le développement local**
- ✓ Rôle des migrants et des diasporas dans le financement, le transfert de compétences et la création d'emplois dans les territoires d'origine
- ✓ Initiatives d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes portées par la diaspora
- ✓ Expériences de projets d'insertion professionnelle des jeunes migrants de retour.
- ✓ **5. Politiques publiques territoriales et lutte contre l'émigration irrégulière**
- ✓ Programmes locaux d'emploi pour réduire les facteurs poussant à l'émigration irrégulière
- ✓ Coordination avec les agences nationales et internationales pour des alternatives à la migration dangereuse

Le premier Forum sur les migrations est né avec la vocation de pérennité et l'ambition de se tenir régulièrement dans les pays d'origine des migrants ou dans des territoires de transit. Il s'agit de créer un cadre de réflexion approfondie sur le lien entre migration et précarité économique et sociale dans les pays d'origine, en débattant des politiques publiques mises en œuvre jusqu'à présent afin de mieux comprendre le phénomène et promouvoir des solutions durables capables de l'enrayer. Depuis l'échelle régionale, le Forum vise à orienter les pays vers un développement économique, social et environnemental équilibré, fondé sur une gouvernance efficace et vertueuse.





Le Forum impliquera directement les acteurs concernés - migrants de retour, acteurs des différentes étapes (départ, transit, arrivée) - avec pour objectif de formuler des solutions collectives et de produire une feuille de route prenant en compte l'ensemble des ODD. Chacun devra y assumer ses responsabilités et engagements à long terme, dans l'objectif commun d'éviter une aggravation de la situation, sans laisser personne de côté, en portant une attention particulière aux questions de genre, d'égalité et d'inégalités.

Depuis l'Afrique, des initiatives ont déjà vu le jour pour faire face à cette réalité. Lors du 30e Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba en 2018, a été adoptée l'Agenda africain pour les migrations. L'UA a mandaté une agence pour formuler les meilleures réponses aux défis migratoires. Dans ce même cadre géopolitique, la Conférence intergouvernementale des Nations Unies tenue à Marrakech en 2018 a adopté le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Dans ce contexte, et grâce à un travail préparatoire important, soutenu par une impulsion politique des régions africaines, l'Organisation des Régions Unies - ORU Fogar profitera du Forum pour lancer "Yakaar, pas Barsakh / Espoir, pas la mort !", une plateforme dédiée à la création d'emplois en Afrique. Ce nom est volontairement symbolique : il s'agit de remplacer l'expression wolof "Barça ou Barsakh" (Barcelone ou la mort) par un message de vie et d'espoir en la prospérité africaine.

La mission consistera à promouvoir le développement des régions du Sud par la création d'emplois décents et l'amélioration des conditions de vie, afin de réduire les causes structurelles de la migration irrégulière.

Cela passera par le soutien à des projets porteurs dans des secteurs clés : agriculture, énergies renouvelables, technologies, tourisme durable, industrie. L'éducation et la formation recevront une attention particulière, avec la mise en place de programmes de formation professionnelle alignés sur les besoins des marchés régionaux, notamment pour les jeunes et les femmes.





À cet effet, ORU Fogar soutiendra la création d'une **Banque de Projets pour le Développement Régional**, alimentée par ses membres avec des projets conçus pour répondre aux besoins locaux. Cette banque rassemblera des initiatives dans des domaines comme la production alimentaire, la gestion durable des ressources naturelles, les infrastructures de base (eau, énergie, transports), ainsi que la digitalisation et l'accès aux technologies.

ORU Fogar s'engage à mobiliser des financements et du soutien technique, en tissant des partenariats avec des organismes internationaux, gouvernements, entreprises et fondations privées. Des accords concrets entre régions et bailleurs permettront le financement des projets, le soutien aux entrepreneurs, l'octroi de capital de démarrage, de mentorat et l'accès aux marchés internationaux.

ORU Fogar veillera à la viabilité des projets à moyen et long terme, à la transparence, au respect de l'environnement et des droits des personnes concernées.

L'objectif ultime est de réduire la migration irrégulière en offrant des alternatives viables dans les territoires d'origine. Le projet entend renforcer les économies locales, favoriser la stabilité sociale et le développement équilibré. Il exigera un nouveau souffle dans la coopération internationale, avec des relations plus étroites entre continents, régions et acteurs, pour affronter ensemble les défis mondiaux.

ORU Fogar élaborera une stratégie de dialogue avec tous les partenaires - de l'Union européenne aux gouvernements régionaux - et encouragera la participation active des entreprises et ONG à cette initiative.

secretariat@regionsunies-fogar.org

